Échos d'ECOFOR n°21
Mars 2012

Bonne lecture !

Au sommaire de ce numéro

Echos de l'actualité

Forêt et disponibilité en eau : le débat se clarifie Lire >>

Echos des activités d'Ecofor

Bilan 2011 et perspectives 2012 à Ecofor Lire >>

Evaluation du Groupement d'intérêt public ECOFOR Lire >>

Politique française et actions passées en forêts tropicales pour quel avenir ? Lire >>

Recensement et diffusion de l'information liée à la connaissance des écosystèmes Lire >>

Lancement d'un nouvel appel à propositions de recherche GICC 2012 Lire >>

Echos des partenaires

L'actualité phytosanitaire de l'année 2011 : ce que La lettre du DSF nous en dit Lire >>

Innovons ensemble pour les forêts tropicales : focus sur le Cirad Lire >>

Le centre national de la propriété forestière s'engage pour une production forestière équilibrée Lire >>

Le projet Foresterra renforce la recherche forestière méditerranéenne Lire >>

De nouvelles opportunités industrielles à saisir dans le marché du bois Lire >>

Les laboratoires d'excellence dans le domaine forestier Lire >>

L'EFI présente les forêts européennes Lire >>

Petites notes des Echos

Appels à propositions de recherche Lire >>

Manifestations Lire >>

Publications Lire >>

Echos de l'actualité

Forêt et disponibilité en eau : le débat se clarifie

L'eau et la forêt sont intimement associées dans l'esprit du grand public et des spécialistes. Issue du Moyen-âge, l'administration des « Eaux et Forêts » a eu le temps de marquer les esprits. Cependant, cette association s'est d'abord justifiée pour des raisons organisationnelles : elle facilitait la gestion de deux éléments naturels répartis sur le terrain. De là à dire que la synergie est aussi écologique et que la forêt favorise la production d'eau comme l'eau fait vivre la forêt, il y a un pas que tous les spécialistes ne franchissent pas aussi facilement. C'est ainsi qu'un débat s'est organisé entre deux visions des relations entre forêt et eau. Pour les uns, la forêt consomme de l'eau qui ne bénéficie pas aux autres usages. Pour les autres, la forêt stimule le cycle de l'eau et doit être étendue pour lutter contre la sécheresse.

Dans ce domaine, une synthèse bibliographique publiée dans la revue « Global Change Biology » vient opportunément rappeler un certain nombre de résultats scientifiques qu'elle met en perspective et dont elle tire aussi des conclusions pour les politiques publiques. Intitulée « A propos du débat sur le couvert forestier et la disponibilité en eau : d'un raisonnement sur la demande à une approche en termes d'offre »[1], elle émane de l'Université suédoise des sciences agronomiques et de l'Université d'Umeå sous la plume de David Ellison, Martyn N. Futter et Kevin Bishop.

Il importe d'abord de noter la complémentarité entre les deux approches en débat. Pour la première, la pluviométrie alimente l'évapotranspiration par la végétation et laisse le reste disponible à plus ou moins long terme pour les autres usages qui se trouvent ainsi en concurrence avec la forêt au plan de la demande en eau. Pour la seconde, la pluviométrie résulte de l'évaporation des océans, lacs et rivières et de l'évapotranspiration végétale des continents. La forêt participe ainsi largement à la production de vapeur d'eau atmosphérique qui engendre les précipitations.

L'évapotranspiration constitue donc à la fois une consommation de 60% des pluies reflétant la demande de la végétation et un flux de vapeur d'eau contribuant pour la même proportion à la pluviométrie. Les échelles spatiales et temporelles influencent fortement les deux analyses. Au niveau local d'un bassin versant, sur une courte durée (cas de la plupart des expérimentations), la forêt apparaît comme un grand consommateur d'eau. Mais à un niveau global et sur une longue période, il s'avère que la disparition des forêts réduit la disponibilité en eau tandis que le boisement l'augmente. Entre ces deux échelles spatiales et temporelles jouent évidemment des redistributions transfrontières et saisonnières.

Outre ces redistributions lointaines, des facteurs complémentaires plus locaux et immédiats influencent le bilan hydrologique : en utilisant l'énergie lumineuse pour croître, les forêts refroidissent l'atmosphère et augmentent les précipitations ; en émettant des aérosols, elles favorisent la formation de nuages ; en condensant la vapeur d'eau à la surface de leurs feuilles, elles captent aussi de l'humidité atmosphérique.

Par ailleurs, les liens entre forêt et eau dépassent largement la relation entre pluviométrie, évapotranspiration et ruissellement : la qualité et la pureté des eaux sont aussi en cause, de même que la recharge des nappes souterraines, la constitution de la réserve en eau du sol, la régulation des crues,… mais ceci est une autre histoire.

Finalement, il apparaît important d'éviter de se focaliser sur la seule demande locale en eau par les divers usages concurrents pour considérer de manière au moins aussi attentive la contribution des forêts à l'alimentation du cycle hydrologique global. Un tel état d'esprit renforce les services écologiques forestiers, diminue l'empreinte « eau » des produits forestiers et soutient l'intérêt des boisements pour atténuer le changement climatique, en plus de la séquestration du carbone.

Contact : Jean-Luc Peyron

[1] *"On the forest cover-water yield debate : from demand- to supply-side thinking"*

Retour au sommaire

Echos des activités d'Ecofor

Bilan 2011 et perspectives 2012 à Ecofor

Le rapport d'activités 2011 d'Ecofor, publié le mois dernier, s'inscrit dans la continuité des années précédentes. Cependant, les activités 2011 d'Ecofor ont été particulièrement marquées par le label **année internationale des forêts**. Une annexe est consacrée aux programmes des manifestations auxquelles Ecofor a participé.

Outre sa contribution à cette année des forêts, Ecofor a poursuivi ses travaux en cours dans les domaines de la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes, du changement climatique, de la gestion durable, des systèmes d'information et enfin de la valorisation. Il a pour cela œuvré au sein de nombreux réseaux qu'il anime ou auxquels il participe.

L'année 2011 a été aussi marquée par la conduite de l'évaluation du GIP en vue de son renouvellement, initiant une période charnière qui continue en 2012 et au cours de laquelle il s'agit de décider du futur itinéraire d'Ecofor (cf. article ci-dessous).

Contact : Jean-Luc Peyron

Evaluation du Groupement d'intérêt public ECOFOR

Le GIP Ecofor a été créé en 1993 pour dix ans puis renouvelé pour la même durée en 2003. Il court jusqu'en février 2013 et doit donc faire l'objet d'une procédure de renouvellement pour poursuivre son activité au-delà de cette date. Dans cette perspective, une évaluation des activités du GIP a donc été réalisée.

Historique

Créé en 1993, le GIP a évolué depuis à plusieurs niveaux :

- le nombre de ses membres est passé de six en 1993 à sept en 1996, neuf en 2004 puis dix en 2010 ;
- ses missions se sont étendues des écosystèmes forestiers tempérés aux écosystèmes tropicaux et de leur fonctionnement vers leur gestion ;
- ses thématiques sont sorties du strict champ forestier lorsque cela apparaissait opportun du point de vue de la forêt ou des autres champs abordés sans gêner pour autant d'autres structures ;
- ses statuts ont été mis à jour à plusieurs reprises.

Il a été évalué plusieurs fois et sous diverses formes. Au plan scientifique, en 1998 à mi-parcours de sa première décennie, en 2002 en vue de son renouvellement de 2003, en 2005 au titre des établissements soutenus par le ministère en charge de l'environnement. Au plan comptable et financier, il a été évalué deux fois par la Cour des Comptes, la dernière en 2006.

Procédure

En 2011, le Conseil d'administration du GIP a mis en place une procédure destinée à évaluer les activités passées du groupement et à alimenter les discussions entre ses membres actuels et potentiels en vue de son renouvellement. D'une part, l'équipe permanente du GIP a préparé un rapport d'autoévaluation retraçant le bilan d'une à deux décennies d'activités. D'autre part, une Commission d'évaluation a été constituée selon les recommandations du Conseil d'administration et a produit un rapport d'évaluation dans le cadre de la mission qui lui avait été confiée.

En 2012, cette action se poursuit par une discussion au sein des Conseil scientifique et d'administration sur la valeur ajoutée par le GIP au cours des années écoulées et sur les points d'amélioration. Il en ressortira un projet d'avenir sur lequel les membres actuels et de futurs membres potentiels prendront position au final par leurs instances délibérantes. En parallèle, une évaluation sera organisée à l'initiative du ministère en charge de l'Enseignement supérieur et de la recherche pour décider de l'approbation interministérielle qui accompagne le statut de groupement d'intérêt public.

Premiers résultats

Il ressort du rapport d'auto-évaluation qu'Ecofor s'est progressivement positionné comme une interface entre sciences développées dans des organismes différents (cœur de métier sur le fonctionnement des écosystèmes forestiers), entre sciences de natures différentes (inter-disciplinarité sur laquelle un gros travail reste à faire), entre science et décision (avec la richesse des relations que cela suppose), entre forêt, autres secteurs et grandes questions environnementales, entre niveau national et autres échelles, régionale, européenne et internationale. Dans cette position, il assure aussi fréquemment un rôle de tampon entre intérêts divergents. Mais il recherche surtout un équilibre, une objectivité, une rigueur, qui sous-tendent aussi bien les progrès de la connaissance que l'aide à la décision.

La Commission d'évaluation du GIP, qui s'est fortement mobilisée sur cette tâche, se prononce à l'unanimité en faveur du renouvellement du Gip Ecofor. Elle considère que « *Ecofor a rempli la mission qui lui a été confiée, qu'il a fourni un travail de qualité avec souplesse et créativité et que le rôle que la forêt est amenée à jouer dans un futur proche mais aussi lointain justifie pleinement la poursuite de ses activités.* ». Ce faisant, la Commission formule de nombreuses recommandations.

Les membres actuels et potentiels du Gip devront maintenant dire ce qu'ils envisagent dans le futur.

Contact : Jean-Luc Peyron

Retour au sommaire

Politique française et actions passées en forêt tropicales pour quel avenir ?

Les 11-12 janvier 2012 a eu lieu, à Paris, la conférence internationale des acteurs français sur les forêts tropicales, organisée par les ministères en charge des affaires étrangères et de l'agriculture et le Fonds français pour l'environnement mondial, en partenariat avec le Groupe national sur les forêts tropicales (auquel participe Ecofor) et sous le haut patronage d'Alain Juppé, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et européennes. Au-delà du point d'étape sur la politique française et du bilan des actions mises en œuvre par les différents acteurs (dont les secteurs de la finance et de la grande distribution), cette rencontre a permis un dialogue entre plus de 300 participants, français et étrangers. Ces échanges ont abouti à des propositions de pistes d'orientations de la politique française pour les années à venir. Ces éléments seront consignés dans un nouveau Livre blanc sur les forêts tropicales dont la publication est prévue pour le printemps, dans la perspective du Sommet Rio+20.

Le texte ci-dessous est un extrait d'une version complète à lire sur le site d'Ecofor.

S'il fallait retenir un seul message, ce serait **l'urgence de prendre en compte les activités économiques** fortement liées aux marchés et consommatrices d'espaces forestiers, pour promouvoir efficacement une gestion durable des forêts tropicales et limiter leurs dégradation et disparition. En effet, ce sont des activités économiques (agriculture, mines, infrastructures…) plus attrayantes que les activités forestières (productions de biens et services forestiers) qui s'installent sur des territoires initialement forestiers et se révèlent être les premières responsables de la dégradation et la disparition des forêts. Il s'agit d'intégrer ces changements d'usage des terres avec leur dimension sociale (dont le bien-être des populations) dans un contexte international de forte exigence environnementale. Les idées fortes sur ce thème se déclinent en trois axes.

- Au niveau local, un consensus se dégage pour à la fois promouvoir des aires protégées, mettre en œuvre une gestion durable des forêts fondée sur des bases scientifiques et limiter la pression, notamment foncière, sur les ressources forestières.
- Au niveau national, les recommandations prônent la mise en cohérence des politiques sectorielles des gouvernements au regard du changement d'occupation des terres.
- Au niveau international, le besoin d'instruments financiers innovants fait consensus et la coopération bilatérale et multilatérale reste un outil approprié et sollicité, qui peut néanmoins être amélioré.

Un deuxième message important serait la nécessité d'**améliorer la connaissance sur les forêts tropicales et de partager les savoirs** afin d'aboutir à des actions fondées sur des mesures de plus en plus précises, fiables et permettant de suivre l'évolution des forêts. Parallèlement, des actions à l'interface entre science et politique s'avèrent essentielles.

Les **pistes retenues** pour les orientations de la politique française se déclinent ainsi :

- le soutien à la recherche scientifique pour l'amélioration du savoir sur les forêts au service des politiques ;
- l'amélioration de la gouvernance sur le terrain aux échelles locale, régionale et dans les enceintes internationales ;
- la préparation d'un Sommet Rio+20 qui, tirant les leçons des 20 années passées, apporte un nouvel espoir avec la reconnaissance de la question forestière comme élément clé du développement durable.

Alors que le Groupe national sur les forêts tropicales fête ses dix ans, cette conférence renouvelle ses missions. Le Gip Ecofor, aux côtés des instituts de recherche (Cirad, Cnrs, Inra, Ird, Mnhn, Cifor, *etc.*) et des universités (Paris 6, Montpellier 2, …), continuera de s'impliquer pour l'avancement de la recherche forestière tropicale en partenariat avec les gestionnaires et les décideurs politiques. En complément des thèmes évoqués durant cette conférence, la formation est également un sujet essentiel qui devrait être abordé dans le Livre blanc sur les forêts tropicales en cours de révision.

Accès aux présentations sur le site du FFEM.

Contacts : Viviane Appora, Bernard Riéra

Retour au sommaire

Recensement et diffusion de l'information liée à la connaissance des écosystèmes

Le 1er février 2012 à Paris, une centaine de gestionnaires, géomaticiens, chercheurs et représentants d'administrations ont participé à la journée d'information sur le recensement et la diffusion de l'information liée à la connaissance des écosystèmes. Cette rencontre était organisée par Ecofor dans le cadre du projet de Catalogue en ligne des sources d'informations forestières (Ca-SIF).

L'objectif de cette rencontre était avant tout de faire un bilan sur le projet de catalogue en ligne des sources d'information forestière Ca-SIF (les outils développés, les informations recensées, le mode de gouvernance et les perspectives du projet), mais également de profiter de l'occasion pour faire un tour d'horizon des initiatives de catalogage de l'information dans des domaines proches. Ainsi, plusieurs intervenants ont présenté leurs expériences dans le domaine de la mutualisation de l'information.

L'accent a été mis sur les aspects pratiques liés à la mise en œuvre de tels projets : facteurs de réussite, facteurs limitants, *etc*. Ainsi, les échanges ont été riches autour de ces questions cruciales de la mise en partage.

Une des conclusions évidentes de la journée est que les problématiques de la capitalisation et de la mutualisation des connaissances restent un enjeu majeur pour tous les acteurs, qui montrent une forte implication. La mise en pratique demeure cependant une entreprise qui requiert du temps et des moyens humains importants. Des efforts doivent encore être consentis sur ce plan.

Il est encourageant de voir qu'il est possible de mettre en place des outils très

aboutis, proposant une chaîne de traitement continue, depuis la donnée d'observation sur le terrain jusqu'à son intégration dans un ou plusieurs réseaux de connaissances, en passant par la description de cette donnée (métadonnée associée) et sa représentation cartographique.

Le projet Ca-SIF va désormais entamer sa deuxième phase, en poursuivant la mise à disposition d'outils simplifiés, tant pour la recherche que pour la saisie de métadonnées. Les efforts porteront également sur l'accompagnement des partenaires dans leurs entreprises de catalogage.

Le programme et les présentations de la journée sont téléchargeables sur le site du projet aux formats texte et diaporama.

http://casif.gip-ecofor.org

Contact : Wilfried Heintz

Lancement du nouvel appel à propositions de recherche GICC 2012

Le programme Gestion et impacts du changement climatique (GICC), piloté par le ministère en charge du développement durable et animé par Ecofor, a lancé son dixième appel à propositions de recherche.

Ce dernier concerne les impacts du changement climatique, les dommages ou les bénéfices qui en résultent, les actions et politiques d'adaptation en réponse à ce changement. Il s'agit de concevoir des stratégies d'adaptation (politiques, outils économiques gouvernance, transformation des comportements…) et d'évaluer leur efficacité à travers la maîtrise des impacts et la réduction des vulnérabilités, en tenant compte des incertitudes.

Ce nouvel appel à projets de recherche propose de traiter plus particulièrement deux approches qui ont trait à l'adaptation :

- axe 1 : l'approche intégrée qui explore de nouvelles méthodologies et de nouveaux outils utiles aux stratégies et actions d'adaptation en s'appuyant sur les modèles et en utilisant les scénarios du 5ème rapport du GIEC (Assessment Report 5) au fur et à mesure de leur disponibilité,
- axe 2 : l'approche territoriale privilégiant la co-construction concepteur-chercheurs-décideurs et le transfert vers les acteurs.

Les équipes proposantes sont donc encouragées à mettre en œuvre un vrai travail interdisciplinaire et plurisectoriel en privilégiant la co-construction chercheurs décideurs et métiers liés aux transferts et à l'innovation, l'objectif visé étant l'émergence de propositions d'adaptation efficientes en associant étroitement les parties prenantes.

Pour expliciter cet appel, un séminaire de présentation a été organisé le 16 février à Paris. Les interventions correspondantes sont disponibles sur le site du programme. Une Foire aux Questions résultant de ce séminaire est également disponible et permet de répondre aux interrogations les plus courantes.

On peut consulter le texte de l'appel sur le site du programme.

Date limite de réception des projets : 6 avril 2012 – 17h00 (heure d'envoi des courriers électroniques faisant foi).

Sélection des projets : fin mai 2012.

http://www.gip-ecofor.org/gicc/

Contact : Natacha Massu

Retour au sommaire

Echos des partenaires

L'actualité phytosanitaire de l'année 2011 : ce que *La lettre du DSF* nous en dit

Dans sa lettre n°43 de décembre 2011, le Département de la Santé des Forêts (DSF) du ministère en charge de l'agriculture propose un bilan phytosanitaire forestier de l'année écoulée.

2011 s'est signalée par des saisons toutes relativement atypiques. A l'exception du sud-est de la France, l'hiver s'est révélé particulièrement rigoureux dès fin 2010, le printemps a été le plus chaud depuis 50 ans, l'été s'est montré pluvieux avant un automne sec et doux. Ces conditions ont pesé sur les forêts françaises. Les jeunes plantations ont été particulièrement touchées par le déficit pluviométrique du printemps et l'allongement de la période d'exposition aux dégâts de gel tardif alors que les peuplements adultes semblent avoir mieux résisté, notamment grâce aux importantes précipitations de l'été.

Voici quelques points marquants de ce panorama 2011.

- Les dépérissements persistent en divers points du territoire national et touchent diverses essences. Ainsi, les sapins, le Douglas, le cultivar Beaupré et le chêne en souffrent particulièrement. Dans le Haut-Var, un dépérissement de taillis de hêtre affecte plus de 1 000 ha.
- En ce qui concerne les dégâts de scolytes, après le très lourd bilan de 2010 dans le massif landais, les attaques de sténographe ont fortement régressé, à l'exception du sud-est du massif qui reste particulièrement atteint. Les sapins ont également été touchés de façon significative par les insectes sous-corticaux et l'agonie du sapin Vancouver se poursuit.
- Au niveau des chancres, celui du mélèze d'Europe est source d'une inquiétude grandissante pour les gestionnaires forestiers du Massif central. L'enquête réalisée en partenariat avec l'ONF révèle que c'est le champignon *Lachnellulla wilkommi* qui est en est le responsable.
- Si l'extension du dendroctone de l'épicéa, scolyte ravageur, persiste en Bretagne et se révèle parfois dévastatrice localement comme en Lozère par exemple, des lâchers de *Rhizophargus grandis*, son prédateur, continuent et la lutte biologique semble s'être mise en place de façon durable.
- Parmi les chenilles défoliatrices, urticantes et allergènes, la processionnaire du chêne a particulièrement frappé les régions du nord-est de la France.
- Autre insecte mais hyménoptère, le *cynips* du châtaignier se répand durablement et de façon inquiétante en France.
- Le foyer de *Matsucoccus feytaudi*, la cochenille du tronc responsable du dépérissement du pin maritime en Corse continue à s'étendre à l'ouest vers Calvi, en plaine orientale et en Corse du Sud, comme le montrent les piégeages phéromonaux.
- Mais c'est l'extension du *Chalara fraxinea*, pathogène du frêne, qui reste l'information phytosanitaire la plus marquante de l'année 2011 et laisse présager de graves dégâts en 2012.

Outre ses informations propres, le DSF rapporte dans sa Lettre diverses informations issues notamment de la recherche. On peut ainsi citer l'implication probable du réchauffement climatique dans l'émergence des pullulations de pucerons lanigère sur le peuplier ; l'origine balkanique probable de la mineuse du marronnier, telle que révélée par l'analyse d'herbiers anciens et l'identification probable des premières conséquences de grande ampleur du changement climatique au moyen d'une modélisation des dépérissements de pins sylvestres et sapins pectinés du sud de la France.

Contact : Marjolaine Billaud

Innovons ensemble pour les forêts tropicales : focus sur le Cirad

Le Cirad transforme son dossier en ligne sur les forêts tropicales créé à l'occasion de l'année internationale des forêts en site thématique « Innovons ensemble pour les forêts tropicales ».

Très riche, ce site met à disposition de nombreuses informations sur les activités du Cirad (présentation des projets menés dans toutes les régions tropicales et derniers résultats) ainsi qu'une médiathèque très fournie avec :

- un dossier en ligne « Tout savoir sur les forêts tropicales » traitant des enjeux, rappelant ce qu'il faut savoir, présentant les actions du Cirad et proposant des liens utiles,
- une exposition sur « Les forêts tropicales avenir de la planète » réalisée en partenariat avec l'IRD, proposant une vingtaine de panneaux consultables et disponibles sur demande,
- deux grandes brochures illustrées du Cirad éditées en 2001 « Les forêts tropicales dans la vie des hommes » et en 2011 « Forêts tropicales, un enjeu mondial »,
- diverses vidéos de conférences ou de présentation de projets ; celles-ci permettent d'illustrer les modalités d'une gestion durable des forêts (par exemple, le projet *Floresta Em Pé* en Amazonie consacré à l'évaluation de l'impact de l'exploitation sur le renouvellement de la forêt et au soutien de partenariats entre les entreprises forestières et les communautés d'agriculteurs pour la promotion des produits forestiers non ligneux concomitamment à de l'exploitation des bois) ; elles montrent des travaux de recherche génétique (à Madagascar sur les boababs mutants, ...),
- des résumés des ouvrages, revues et périodiques édités par le Cirad (avec accès aux archives de *Bois et Forêts des tropiques* depuis 1947, ...),
- des quiz et diaporamas.

Le Centre national de la propriété forestière s'engage pour une production forestière équilibrée

*Le **contrat d'objectifs et de performance du Centre national de la propriété forestière (CNPF) 2012-2016**, signé en janvier 2012 entre le ministère en charge de l'agriculture et le CNPF, a pour orientation stratégique de développer la gestion durable en forêt privée, en assurant son renouvellement et une mobilisation accrue des produits forestiers*

Le Centre national de la propriété forestière (CNPF), établissement public placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture et des forêts, a été créé en 2009 par la fusion de 19 organismes jusqu'alors indépendants : les 18 Centres régionaux (interrégionaux pour certains) de la propriété forestière (CRPF) et le Centre national professionnel de la Propriété forestière (CNPPF), ce dernier ayant lui-même intégré en 2005 l'Institut pour le développement forestier (IDF). Sa mission est de développer, orienter et améliorer la gestion durable des bois et des forêts des particuliers, dans le cadre de la politique forestière.

Ce contrat 2012-2016 cible particulièrement les 375 000 propriétaires qui détiennent chacun plus de 4 ha, soit 8 500 000 hectares de forêts. Il mobilisera les moyens du CNPF pour :

- améliorer la mobilisation du bois dans des démarches territoriales (plans de développement de massifs, schémas de desserte, …),

- accroître la surface des forêts privées gérées sous document de gestion durable (notamment par la mise en œuvre de la mesure de suppression du seul tenant pour les propriétés soumises à plan simple de gestion),

- développer les connaissances et les modèles innovants de gestion forestière durable (adaptation des forêts au changement climatique, dynamisation des sylvicultures en préservant les écosystèmes et la biodiversité, stockage du carbone, production d'eau potable grâce aux forêts…),

- diffuser le progrès et les pratiques sylvicoles durables, renforcer, par son expertise, la place de la forêt privée dans l'économie, les territoires et la société (accompagnement des politiques, certification forestière…).

Ces deux derniers points se situent bien dans le cadre des activités d'Ecofor et traduisent l'intérêt de la participation du CNPF à Ecofor.

Retour au sommaire

Le projet FORESTERRA renforce la recherche forestière méditerranéenne

*Le système ERA-NET (*European Research Area Network*) est un volet des programmes cadres européens pour la recherche et le développement technologique (PCRD) dont il permet de conforter les objectifs. Il vise à soutenir durablement la mise en réseau et la coordination de programmes de recherche européens à l'échelon transnational. Un ERA-NET FORESTERRA a été mis sur pied pour améliorer la coordination des recherches forestières méditerranéennes. Il dispose d'un budget européen de deux millions d'euros auquel s'ajoutent les contributions nationales au financement des projets conjoints de recherche issues des agences partenaires (ministères nationaux de l'environnement, EFIMED – chargé du secrétariat en soutien au coordinateur– et quelques instituts de recherche).*

Cette initiative ERA-NET Foresterra, coordonnée par le ministère espagnol en charge de la Science, regroupe onze pays méditerranéens : Portugal, Espagne, France, Italie, Slovénie, Croatie, Grèce, Bulgarie, Turquie, Tunisie, Algérie. Elle s'articulera autour de quatre priorités : impact du changement climatique et des changements d'usage du sol sur les écosystèmes forestiers ; gestion du feu ; politiques publiques ; outils de gestion et de management de politique publique. L'élaboration du plan stratégique scientifique est confiée à EFIMED, qui prépare un appel à projets de recherche pour la fin de l'année sur la thématique de l'adaptation des forêts méditerranéennes aux changements globaux. Au-delà du bassin méditerranéen, ce nouvel ERANET s'attachera à développer une coopération transcontinentale dans les autres territoires au climat méditerranéen (Californie, Australie, Afrique du Sud, Chili).

Elle couvrira les activités suivantes :

- cartographie et échange systématique d'information sur les programmes, compétences et bonnes pratiques ;

- définition d'activités stratégiques communes pour réduire la fragmentation de la communauté scientifique, évitement des chevauchements et promotion des synergies, identification de domaines de recherche nécessitant un financement transnational ;

- mise en œuvre d'activités communes pour consolider les partenariats et développer des schémas communs d'évaluation de programme, ouverture mutuelle d'installations, laboratoires and sites expérimentaux ;

- appels conjoints à propositions de recherche pour maximiser l'impact de la recherche dans le réseau.

Contact : EFIMED à Barcelone

Retour au sommaire

De nouvelles opportunités industrielles à saisir dans le marché du bois

Le Pôle interministériel de prospective et d'anticipation des mutations économiques (PIPAME) animé par la direction générale de la Compétitivité, de l'industrie et des services du ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie, intervient en liaison avec plusieurs ministères et assume un rôle de veille et d'anticipation auprès des décideurs – pouvoirs publics, grandes entreprises et réseaux de PME –. Il a déjà traité une vingtaine de dossiers dans des domaines variés et stratégiques pour l'économie française. Chaque nouvelle étude fait l'objet d'un séminaire réunissant experts et professionnels des entreprises et de l'administration. Les rendez-vous du PIPAME du 9 février dernier *avaient pour but de restituer et discuter une étude sur « Le marché actuel des nouveaux produits issus du bois et évolutions à échéance 2020 ». L'étude constitue un regard extérieur porté sur la filière forêt-bois en insistant sur les nouveaux produits, de manière à réduire les problèmes actuels de la filière forêt-bois en jouant sur les innovations pour saisir les occasions qui se présentent.*

Si le constat sur les faiblesses de la filière forêt-bois est établi depuis 1945 (rapport Leloup), les rapports précédents s'intéressaient plus à l'amont de la filière, alors que cette nouvelle étude aborde le sujet par l'aval, considérant que les nouveaux produits sont de nature à amorcer une nouvelle dynamique. En matière d'état des lieux, la forêt française, troisième massif européen en termes de ressources, est actuellement sous-exploitée et connaît un accroissement naturel important, tandis que le bois bénéficie d'un contexte global favorable du fait des tensions démographiques, énergétiques et climatiques. Pourtant, malgré cet environnement propice, la filière constitue le deuxième poste de déficit du commerce extérieur de la France. Ce rapport propose de favoriser une prise de conscience générale afin de relancer une véritable dynamique permettant d'endiguer la perte de valeur ajoutée actuelle dans le secteur et l'exportation de matières premières. L'innovation est considérée comme un levier essentiel pour développer la filière bois autour des quatre segments identifiés que sont **le bois massif, le bois fibre, le bois chimie et le bois énergie**. Afin d'agir conjointement sur ces quatre segments, les actions doivent cependant porter sur les six leviers d'action retenus :

- mettre en place une vision stratégique nationale correspondant à une démarche concertée, partagée, innovante et ambitieuse engageant *tous* les acteurs de la filière ; cette approche nationale favoriserait la structuration de la filière autour de produits phares et pallierait la difficulté de coordonner des actions dans les différents segments de la filière bois ; on aboutirait ainsi à une compétitivité accrue, à la création d'unités industrielles partagées… ;
- agir sur le bois construction, principal marché à court terme et moteur du développement de la filière bois ;
- développer l'animation de la filière et promouvoir la communication tant dans la filière que vers le grand public pour combattre le morcellement des forêts, de la première transformation, des marchés applicatifs… ;
- renforcer la formation initiale et continue dans le domaine de la construction bois, dans les écoles de BTP et au niveau professionnel en partenariat avec les industriels ;
- **soutenir la recherche et développement pour l'ensemble des quatre segments** (bois massif, bois fibre, bois chimie, bois énergie) avec un souci de diversifier les sources d'approvisionnement en bois énergie (afin de traiter les conflits d'usage) et, pour le bois massif, de mieux valoriser les feuillus dans la construction ;
- optimiser la gestion et la mobilisation de la ressource pour adapter celle-ci aux besoins futurs et ne pas reproduire les erreurs passées.

Lors de ces rendez-vous, deux témoignages d'industriels ont mis en lumière les atouts du matériau bois mais aussi les faiblesses actuelles qui limitent le développement de son usage. Un industriel, qui a vendu une société de bâtiment en béton pour développer une société de bâtiments collectifs en bois, a expliqué que sa recherche d'un matériau à la fois porteur et thermique et aussi susceptible d'industrialisation, l'avait conduit à se lancer dans le mur bois. Positionné sur le multi-étage, il a déploré l'inadaptation ou l'absence de normes françaises pour le multi-étage qui limite les initiatives, regretté que la profession soit obligée de surdimensionner les bâtiments, constaté que la super-labellisation ne favorisait pas l'obtention de marchés (surcoût) et s'est félicité que la réglementation française défavorise les matériaux concurrents. Un autre industriel qui considère qu'il faut construire à partir de concepts industrialisés – y compris dans le bois –, a racheté une usine d'électroménager pour bénéficier du savoir-faire du personnel et l'appliquer au bois.

Contact : Jean-Luc Peyron

Retour au sommaire

Les laboratoires d'excellence dans le domaine forestier

*Les appels à projets Laboratoire d'excellence (LABEX) s'inscrivent dans le cadre du programme Investissements d'avenir dont l'Agence nationale de la recherche (ANR) est le principal opérateur. Après un premier appel lancé en 2010 qui a permis de financer cent laboratoires d'excellence, un second appel 2011 a pour objectif de financer sélectionner des laboratoires à visibilité internationale et de leur attribuer des moyens significatifs leur permettant de faire jeu égal avec leurs homologues étrangers, d'attirer des chercheurs et enseignants-chercheurs de renommée internationale, et de construire une politique intégrée de recherche, de formation et de valorisation de haut niveau. Le jury international a retenu 87 propositions parmi lesquelles le projet BASC (*Biodiversité, Agroécosystèmes, Société, Climat*) et le projet ARBRE (*Recherches avancées sur l'arbre et les écosystèmes forestiers*).*

Le projet BASC, porté par la Fondation de Coopération Scientifique du Campus Paris-Saclay, reçoit un financement de cinq millions d'euros. Porté par P. Leadley et localisé en Ile-de-France, il explorera l'impact des activités humaines sur les écosystèmes et les moyens de remédier à la dégradation de la biodiversité et de l'environnement que celles-ci induisent. Sur le plan scientifique, ce projet va se traduire par le développement d'un nouveau domaine de recherche, aux frontières entre les sciences sociales et les écosystèmes : les systèmes socio-écologiques. Le projet ARBRE (*Advanced Research on the Biology of TRee and Forest Ecosystems*), porté par F. Martin et géré par l'INRA Nancy, associe l'Université de Lorraine et AgroParisTech, pour un financement de cinq millions et demi d'euros sur 8 ans. Il a pour ambition d'explorer et d'analyser le fonctionnement des écosystèmes forestiers dans un contexte de changements globaux. Le but est de proposer aux professionnels des outils pour mieux gérer les forêts et optimiser l'utilisation des produits forestiers (bois ou services écosystémiques). Il s'agit également de fédérer progressivement l'ensemble des recherches sur la forêt et le bois en Lorraine pour constituer un pôle recherche/formation de dimension européenne.

Rappelons également les LABEX 2010 concernant la forêt : CEBA (Centre d'étude de la biodiversité amazonienne) porté par l'Université Antilles-Guyane et COTE (Evolution, adaptation et gouvernance des écosystèmes continentaux et côtiers) porté par l'Université de Bordeaux. Le Centre pour l'Etude de la Biodiversité Amazonienne a pour objet l'étude de la biodiversité terrestre en Guyane française ; il vise à identifier les facteurs historiques, génétiques et écologiques responsables de la richesse et de l'organisation de la biodiversité, en utilisant des techniques à la pointe de la science ; il inclut un volet sur les maladies émergentes tropicales. Sur le plan scientifique, le financement ANR permettra des progrès dans la connaissance de la diversité des espèces, la biodiversité évolutive, la diversité biologique en relation avec la santé publique et la biodiversité fonctionnelle ; ces avancées serviront à tester différents modèles d'évolution spatiale et temporelle des forêts tropicales. COTE a pour objectifs d'identifier les facteurs de changements environnementaux et leurs impacts sur les propriétés des écosystèmes, puis d'examiner les réponses des écosystèmes et les mécanismes permettant cet ajustement, et enfin de prédire l'évolution à long terme des écosystèmes en couplant les différentes approches disciplinaires grâce à la modélisation.

Retour au sommaire

L'EFI présente les forêts européennes

L'Institut forestier européen (EFI) publie, sur You tube*, une vidéo pédagogique et plaisante intitulée* European Forests: Central to the World We Live in*. Ce film d'une dizaine de minutes propose une vue d'ensemble des forêts du continent et tente de répondre pour chaque région à la question : pourquoi les forêts demeurent importantes encore au XXI^{e} siècle ?*

Retour au sommaire

Petites notes des Echos

Appels à propositions de recherche

>> Appel à projets de recherche Biodiversité FRB/Nord Pas de Calais autour de trois thématiques : biodiversité dans les espaces anthropisés, biodiversité face aux changements globaux, relations entre biodiversité et société. Cet appel est lancé conjointement par le Conseil régional du Nord Pas-de-Calais et la Fondation pour la recherche sur la biodiversité pour financer des projets portés par des chercheurs francophones en collaboration avec des acteurs régionaux (les sites d'études seront localisés en Nord Pas de Calais). Date limite de soumission des pré-projets : **24 avril 2012**. Contact

>> Appel à projets de recherche et développement REcherche sur l'Atténuation du Changement ClimaTique par l'agrIculture et la Forêt" (REACCTIF) lancé par l'ADEME et ouvert aux équipes de recherche de préférence en interaction avec des acteurs du monde agricole ou forestier et des gestionnaires territoriaux.
Date limite de soumission : **30 mars 2012**. Contact

>> Appel à candidatures ADEME « Programme Thèses 2012 » lancé par l'ADEME et ouvert aux projets de thèse associant un candidat, un laboratoire d'accueil et, généralement, un partenaire co-financeur. Date limite de soumission : **31 mars 2012**. Contact

Manifestations

>> **22-25 mars 2012**, St-Etienne (Parc des expositions) : Salon Bois-Energie ouvert aux professionnels et au grand public.

>> **28-29 mars 2012**, Evian : conférence « Forêt, Source d'eau potable », colloque final du projet franco-suisse Alpeau, organisée par l'ONF, l'Université de Neuchâtel et les Collectivités françaises et suisses à l'intention des élus des collectivités propriétaires de forêts, responsables de l'approvisionnement en eau potable, gestionnaires, chercheurs, professionnels de l'eau. Contact

>> **28-30 mars 2012**, Nancy : le 8ème colloque d'écologie des communautés végétales Ecoveg8 a pour but d'échanger, discuter et confronter les derniers résultats en matière de recherches sur des écosystèmes biologiques variés, aquatiques ou terrestres à partir d'approches descriptives, expérimentales ou théoriques. Dernières inscriptions Contacts

>> **29 mars 2012**, Paris : session d'information **FSC**. Contact

>> **30 mars 2012**, Paris (14h-17h): réunion **Bois Énergie et Biodiversité** organisée par l'IUCN et ouverte à tous. Contact

>> **4-5 avril 2012**, Paris : conférence Science et développement durable 20 ans après Rio, quelles perspectives ? Organisée par l'Institut Ecologie et Environnement du CNRS (InEE) et l'Iddri dans le cadre de la semaine du développement durable au siège du CNRS. Inscription gratuite mais obligatoire. Contact

>> **21-24 mai 2012**, Tours : conférence scientifique internationale « Faire face au changement climatique : la contribution de la science forestière », organisée par l'action COST Echoes Expected Climate Change and Options for European Silviculture (animée par Ecofor), les projets MOTIVE, BACCARA, REINFORCE, FOREADAPT et TRANZFOR . Inscription en ligne. Contact.

>> **23-25 mai 2012**, Montpellier : colloque national des entomophagistes, Entomo2012, lance un appel à communications jusqu'au 13 avril. Inscriptions ouvertes.

>> **6-9 juin 2012**, Knoxville (Tennessee-USA) : symposium annuel de l'unité 4.05.00 de l'IUFRO « Criteria and indicators for sustainable forest management: contributions of managerial economics and accounting ». Contact

>> **18-22 juin 2012**, Grisons (Suisse) : NFZ summer school 2012 Forest Economics in a Changing Environment (FORECE) organisée par le réseau européen NFZ.forestnet sur les écosystèmes et produits forestiers. Inscription avant le **15 mars**. Contact

>> **20-22 juin 2012**, Rio de Janeiro (Brésil) : conférence des nations Unies sur le développement durable se focalisera sur les thèmes de l'économie verte et d'un accord-cadre institutionnel.

>> **25-30 juin 2012**, Nairobi (Kenya) : premier congrès régional IUFRO-FORNESSA (Forest Research Network of Sub-Saharan Africa) autour de l'impact de la science forestière sur les moyens de subsistance, la gestion de l'environnement et le développement en Afrique sub-saharienne. Contact

>> **9-11 juillet 2012**, Belfort : session spéciale Forêt et foresterie : quelle cohabitation entre l'industrie et les services ? dans le cadre du colloque annuel de l'Association de Science Régionale de Langue Française (ASDRLF) industrie, ville et régions dans une économie mondiale.
Clôture des inscriptions : 31 mai.
www.2012.asrdlf.org Contact

>> **28-31 août 2012**, Cork (Irlande) : seconde conférence internationale IUFRO *Biodiversity in Forest Ecosystems and Landscapes*. Soumission des résumés avant le 31 mars.
Clôture des inscriptions : 30 juin Contact

>> **8-11 octobre 2012**, Edinburgh (Ecosse) : conférence internationale IUFRO *Managing forests for ecosystems services: can spruce forests show the way?*
Soumission des résumés avant le **15 mars 2012**. Contact

Retour au sommaire

Publications

>> Revue bibliographique Forest Management and Climate Change publiée par la FAO dans sa collection Forest and climate change Working paper 10.

>> Compte-rendu et interventions du colloque des 12-13 décembre 2011, Les conséquences du changement climatique sur les chênaies en Midi-Pyrénées, organisé par l'IDF avec l'appui de l'INRA et du CRPF Midi-Pyrénées dans le cadre du projet *Chênaie Atlantique : comprendre, anticiper, s'adapter*, sont accessibles en ligne sur le portail des forestiers privés.

>> Numéro spécial sur les usages multiples des forêts tropicales dans la revue Forest Ecology and Management volume 268 du 15 mars 2012, coédité par Manuel Guariguata et Plinio Sist.

>> Les indicateurs de gestion durable des forêts françaises métropolitaines sont désormais publiés en anglais pour l'édition 2010 et disponible en ligne sur le site de l'IGN.

>> En tant que point de contact national « Environnement » du 7ème Programme Cadre de Recherche et Développement (FP7), la FRB publie une analyse thématique, géographique, et temporelle de la recherche sur la biodiversité au sein du thème « Environnement » du FP7. La brochure « Biodiversity within the « Environment » theme of the 7th Framework programme (2007-2010) » est accessible en ligne sur le site de la FRB. Contact

>> En échos au forum mondial de l'eau 2012 (12-17 mars) , signalons le dossier thématique d'Agropolis International sur les ressources en eau, préservation et gestion.

>> L'association Agropolis International a désormais une version espagnole de son site web.

>> L'association *Forêt méditerranéenne* met à disposition plus de 1400 articles, écrits entre 1979 et 2007 dans sa revue du même nom et accessibles gratuitement en ligne ; elle propose au total plus de 1600 références. Signalons également un carnet d'adresses de plus de 500 organismes, destiné à évoluer avec les contributions de chacun, qui décrit les acteurs méditerranéens. Un site à consulter pour mieux connaître l'association et s'informer sur les espaces naturels et forestiers méditerranéens. Contact

http://www.foret-mediterraneenne.org/fr/

>> France bois forêt propose un observatoire économique consacré à l'information et aux services de la filière Forêt - Bois consultable sur son site Internet. Des informations statistiques récentes pour agir sur les marchés, anticiper les tendances et contribuer au développement de toutes les activités économiques de la filière, de la ressources forestière aux secteurs clients en passant par la première et la deuxième transformations.

>> À la découverte des propriétaires de forêts est le titre d'une vidéo de quelques minutes à voir sur : http://www.bois.com/webtv/forets-publiques-foret-privees.

Retour au sommaire

Rédactrice en chef : Viviane Appora, chargée de mission, Gip Ecofor

Directeur de la publication : Jean-Luc Peyron, Directeur du Gip Ecofor

Pour vous inscrire : inscription

Pour vous désinscrire : désinscription